

ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mai 2025

RÉSULTATS DE LA GESTION ET PORTANT APPROBATION DES COMPTES DE L'ANNÉE
2024 - (N° 1285)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CF27

présenté par

M. Guiraud, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas,
M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard,
M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon,
Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour,
Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, Mme Hamdane,
Mme Hignet, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher,
M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin,
M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé,
Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme,
M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Taché,
Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE LIMINAIRE

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, les députés du groupe LFI-NFP manifestent leur opposition générale à la politique budgétaire austéritaire et antisociale mise en place par Macron, Le Maire, Attal, Bayrou et Lombard. Alors que les dépenses publiques sont le premier facteur de correction des inégalités dans ce pays, le gouvernement n'a cessé de les contraindre, laissant ainsi exploser la précarité.

Ce projet de loi d'approbation des comptes de l'année 2024 est l'occasion de rappeler au gouvernement cette formule de Jaurès : « le service public, c'est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas ». Alors que Monsieur Macron n'a eu cessé de mettre sa politique au service du patrimoine de ceux qui n'en ont que trop, cette phrase résonne durement.

Dans cet article liminaire nous constatons la faillite de la politique économique que les macronistes nous ont imposé, et qui nous conduit dans un mur budgétaire, écologique et social. D'une part une austérité violente, et d'autre part un dérapage budgétaire sans précédent.

Des dépenses de l'Etat inférieur de 7,2 milliards par rapport à la loi de finance initiale 2024. Un déficit public qui passe de 5,5% du PIB en 2023 à 5,8%. La dette publique de 109% à 113%.

Voilà le bilan qui vient confirmer l'échec complet de la macronie en matière de gestion budgétaire. Non-content de cet échec retentissant, le gouvernement Bayrou amplifie encore le phénomène en continuant de mener une politique d'austérité contre-productive et socialement destructrice. Il ne tire aucune conséquence en ne prévoyant aucune révision de ses dogmes fiscaux, aucune mesure de justice sociale.

De nouveaux cette année, les recettes fiscales baissent de 22,8 milliards par rapport à la loi de finance initiale. Le Gouvernement tente de dissimuler cette réalité sous une rhétorique de rigueur et de pilotage resserré. En pratique, les annulations de crédits, les gels budgétaires et les baisses de dépenses révèlent un sabotage organisé des services publics.

Ce projet de loi est donc l'occasion de revenir sur triple échec : échec budgétaire, échec social, échec démocratique. Alors que le gouvernement tente de faire croire à une maîtrise de la dépense, les faits sont têtus : la dette explose, le déficit se creuse, les services publics s'effondrent. Ce bilan désastreux est l'aboutissement d'une politique austéritaire qui sacrifie l'intérêt général au profit des grandes entreprises et des plus riches.

Au cours de l'année 2024, malgré la baisse de l'inflation et l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques, la croissance reste anémique et inégalitaire : les ménages populaires restreignent leur consommation tandis que les dividendes du CAC40 battent des records. L'investissement des ménages chute et le pouvoir d'achat stagne. Le soi-disant "pilotage resserré" de la dépense se traduit par une annulation unilatérale de 10 Md€ de crédits en février 2024, en dehors de tout débat parlementaire.

Ainsi, nous défendons la suppression de cet article liminaire, qui est l'entérinement comptable de la politique austéritaire et antisociale de ce gouvernement.